

Ce n'est pas le congrès d'Ottawa qui a provoqué l'enquête, c'est l'agitation qui a suivi ce congrès.

Qui est responsable de cette agitation ? Nous n'avons qu'à consulter les événements et les journaux du temps, et toujours, c'est le nom de Mgr Fallon, le délégué officiel de la "diplomatie épiscopale" choisi à l'assemblée de Kingston, le 15 août 1910, qui est en vedette; c'est ce personnage ecclésiastique, revêtu aux yeux du gouvernement de toute l'autorité des évêques de langue anglaise de l'Ontario.

Anticipons un peu, maintenant, sur l'assemblée de Kingston du 15 août 1910 et considérons ce que Mgr Fallon a dit à M. Hanna, sur la question de l'enseignement du français dans les écoles bilingues.

Cette désormais fameuse entrevue, livrée au public par un hasard providentiel, eut lieu le 23 mai 1910 à Sarnia, Ont., "Il a résolu, dit M. Hanna, en parlant de Mgr Fallon, autant que la chose est en son pouvoir, de faire disparaître jusqu'aux traces de l'enseignement bilingue dans les écoles publiques de son diocèse."

Mgr Fallon dit encore : "qu'il veut faire comprendre au gouvernement l'attitude qu'il croyait être celle de la grande majorité de l'Église dans la province; les évêques s'étaient réunis récemment et avaient formulé des résolutions et bientôt une députation représentant cette réunion épiscopale se rendrait auprès du gouvernement et lui soumettrait leurs vues." Puis il ajoute que "cette question est la plus importante, *qu'elle prime toutes les autres.*" (*Il n'est plus question ici des impôts des corporations. La question du bilinguisme prime toutes les autres.*)

La "diplomatie épiscopale" de langue anglaise s'était donc occupée de la question du français et son attitude, celle que Mgr Fallon qualifie de "celle de la grande majorité de l'Église en cette province," était donc de "faire disparaître jusqu'aux traces de l'enseignement bilingue dans les écoles publiques."

Voilà un premier point réglé. Maintenant, quelle influence cette attitude de la "diplomatie épiscopale" a-t-elle eue, et quels moyens a-t-elle mis en jeu ?

Sir James Whitney, quoiqu'en pense Mgr McNeil, n'était pas alarmé des résolutions du congrès d'Ottawa. Il répond à l'*Association d'Éducation*, dans une lettre en date du 12 août 1910, c'est-à-dire trois mois après l'entrevue de Sarnia, *et trois jours avant la réunion de Kingston* : "Les demandes contenues dans votre mémoire peuvent être facilement octroyées sous les lois telles que nous les avons." Et, plus loin, dans la même lettre : "Il est d'autant plus facile de faire ceci dans